



ADSE 37

RETRAIT DES APPELS A PROJET

Près de 200 salariés de la Protection de l'Enfance d'Indre-et-Loire se sont réunis ce matin, vendredi 7 décembre, devant le Conseil Départemental. Ils ont envahi la salle du Conseil pour demander **le retrait des appels à projets** dont le vote des avis d'attribution était à l'ordre du jour de la séance.

Les emplois sont gravement menacés, une association est mise au rebut, des mesures d'Action Educative à Domicile Intensive sont attribuées à une association d'Aide à Domicile, le dispositif entier de la Protection de l'Enfance est remis en cause, les conventions collectives, salaires et conditions de travail seront forcément revus à la baisse.

Le Président du Conseil Général a suspendu la séance et a fait évacuer la salle par **les CRS et la police** ! Que faut-il faire pour se faire entendre ?

Les salariés se sont alors réunis devant le Conseil Départemental et **ont voté la grève dans tous établissements**. Les salariés se réuniront dès lundi en Assemblée Générale dans chaque association pour décider des modalités de leurs grèves et de leur action.

APPEL A DEBRAYAGE

**Pour permettre à tous les salariés de se réunir,
s'informer et décider.**

ASSEMBLEE GENERALE des salariés de l'ADSE

LUNDI 10 décembre 2018 à 9 h

Au siège de l'Association.



Une centaine de personnels de la protection de l'enfance ont fait irruption dans la salle des débats.

© Photo NR, Julien Pruvost